

Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis honorée que vous m'ayez jugée digne de figurer dans la prestigieuse galerie des titulaires du prix Ramon Trias Fargas. J'ai connu Ramon Trias Fargas alors qu'il était déjà l'artisan célébré du renouveau catalan en Espagne, et du renouveau libéral en Catalogne, et que je n'étais encore qu'une militante passionnée par le libéralisme international et européen.

La haute silhouette de Ramon Trias Fargas, son autorité jointe à son amabilité sont demeurés pour moi des souvenirs indélébiles.

Recevoir le prix instauré en sa mémoire m'émeut donc tout particulièrement.

Le recevoir ici, à Barcelone, en présence des dirigeants de Llibertat i Democracia, et de Convergencia, constitue pour moi un autre motif de joie et de reconnaissance.

Si mon mari et moi avons pu découvrir Barcelone et la Catalogne, c'est à vous que nous le devons, et nous le devons surtout à l'amitié particulièrement généreuse et hospitalière de Carles Gasoliba.

Carles ne s'est pas contenté d'amener des libéraux du monde entier en Catalogne, en Andorre et à Majorque, il a aussi amené les libéraux catalans, andorrans, majorquins, de Valencia et des îles Canaries à l'ELDR et à l'Internationale Libérale. Dois-je souligner combien l'adhésion de Convergencia à l'Internationale Libérale m'a fait plaisir ? J'y suis peut-être pour quelque chose, mais Carles y est sans aucun doute pour beaucoup plus.

Depuis qu'il a été élu sénateur, Carles déploie ses talents politiques à Madrid. Tous les espoirs de voir éclore le libéralisme en Castille et en Aragon sont donc permis. Mesdames et Messieurs, je vous suis profondément reconnaissante de m'avoir choisie comme lauréate du Prix Ramon Trias Fargas 2005, parce que j'y vois non seulement la célébration d'une communauté de pensée et d'action, mais aussi, et surtout la célébration d'une longue amitié.

«Communauté de pensée et d'action» disais-je. Nous avons en effet en commun, non seulement d'être des libéraux et des européens convaincus et militants, nous sommes aussi les artisans d'une refonte profonde des institutions politiques de nos états respectifs.

Cette refonte a fait de nos états des états fédéraux et a doté nos régions respectives, la Catalogne pour vous, la Flandre et Bruxelles pour moi, d'institutions et de compétences propres. En outre, ces réformes demeurent inachevées, et la répartition optimale des compétences ainsi que des voies et moyens n' a pas encore été réalisée, si tant est qu' elle soit réalisable.

Tout cela fait que nous tous, vous autant que nous, sommes habitués à endosser et à assumer plusieurs identités, tantôt simultanément, tantôt successivement.

Est-ce pour cette raison que la morosité et le scepticisme à l'égard de l'Union Européenne semblent moins aigûs en Catalogne et en Flandre, moins aigûs en Espagne et en Belgique qu'en France et aux Pays-Bas où le Traité constitutionnel a été réjeté massivement ?

Cette réflexion est moins saugrenue qu'il n'y paraît. Vous et nous sommes des habitués des coexistences identitaires, vous et nous sommes multilingues par choix et par nécessité, vous et nous savons d'expérience que des identités, des entités politiques et administratives peuvent coexister sans pour autant se paralyser ou se neutraliser. Vous et nous savons que l'exercice est parfois difficile, presque toujours compliqué, mais parfaitement praticable.

En une phrase comme en cent, nous ne nous sentons pas dépaysés en Union Européenne parce que l'Union, c'est comme chez nous, mais en plus grand.

En outre, nous sommes des libéraux, de vrais libéraux. J'entends par là que nous ne sommes pas seulement des adeptes de l'économie de marché et de l'économie libérale. Nous sommes des libéraux au sens politique, philosophique et éthique du terme.

La distinction est importante.

Les systèmes économiques étatiques assortis de systèmes politiques autoritaires tant de gauche que de droite ont en effet presque partout au monde perdu la bataille contre les systèmes économiques capitalistes assortis de systèmes politiques démocratiques.

Comme le dit Pascal Lamy, social-démocrate français, ancien commissaire européen en charge du commerce international, et depuis septembre directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, je cite «le capitalisme de marché a ses défauts, mais tout ce que nous avons essayé de lui substituer depuis cent cinquante ans a échoué.» (1)

Pascal Lamy n'est pas pour autant un libéral: il demeure un militant social-démocrate avec qui j'ai d'ailleurs eu grand plaisir à travailler tout au long de la présidence belge de l'Union Européenne au cours du second semestre de 2001.

Toutes celles et tous ceux qui acceptent l'économie du marché ne sont pas des libéraux pour autant, il faut le redire avec force. Il faut le dire et le redire parce que les adversaires de l'économie de marché et du capitalisme ne cessent de faire l'amalgame, au point qu'il est difficile de distinguer ce qu'ils haïssent le plus: le libéralisme ou le capitalisme. J'y reviendrai.

Si tous les adeptes du capitalisme étaient des libéraux, nous serions d'ailleurs partout majoritaires...

Nous incarnons donc, chacun à sa manière, le libéralisme politique, philosophique et éthique et ce libéralisme-là, nous sommes bien placés pour le savoir, n'est pas l'idéologie dominante.

La définition que William F. Gladstone a donnée du libéralisme, est une des plus belles et des plus justes que je connaisse. Elle orne le piédestal du buste du grand homme, dans le grand hall d'entrée du National Liberal Club à Londres. Je vous la rappelle:

«the essence of conservatism is distrust of people, qualified by fear; the essence of liberalism is trust in people, qualified by prudence.»

L'essence du conservatisme, c'est la méfiance à l'égard des gens, renforcée par la peur; l'essence du libéralisme, c'est la confiance à l'égard des gens, mitigée de prudence.

Il s'ensuit que le libéralisme ne peut être qu'optimiste. Qui fait confiance aux femmes et aux hommes qui composent nos sociétés, les croit capables de faire face aux difficultés, de s'adapter aux changements et aux évolutions, de trouver des solutions nouvelles à de nouveaux défis. Il faudrait d'ailleurs retourner cette proposition et dire que c'est parce que nous croyons les hommes et les femmes capables de faire face aux défis que nous leur faisons confiance.

La foi en la créativité, l'ingéniosité et en la résilience (pardonnez-moi l'anglicisme) des femmes et des hommes, de toutes les femmes et de tous les hommes est un trait distinctif que j'ai retrouvé chez tous les libéraux que j'ai rencontrés de par le vaste monde.

Or, l'optimisme et la confiance sont devenus des denrées rares dans bon nombre d'états-membres de l'Union Européenne. Comment l'expliquer et comment expliquer la montée du pessimisme, de l'angoisse, de l'anxiété?

Je n'ai pas d'explication vraiment satisfaisante, et j'en ai d'autant moins que je ne partage ni ce pessimisme, ni cette angoisse, ni cette anxiété.

Je n'ai que des bribes d'explications possibles: le vieillissement de nos populations; les profonds changements démographiques dûs au fait que nos pays sont tous devenus des pays d'immigration; la situation internationale qui est devenue incontestablement plus dangereuse; l'irruption d'un terrorisme d'un type tout à fait nouveau; la globalisation systématiquement présentée comme une menace majeure plutôt que comme une opportunité inouïe. On peut enfin s'interroger sur les effets de la concurrence de plus en plus effrénée entre les médias en général et entre les télévisions en particulier.

Il me paraît probable que joue également un effet de pendule. Après avoir célébré la victoire de l'économie de marché, assortie ou non de prédictions de fin de l'histoire, après avoir célébré la chute de régimes autoritaires en Europe et ailleurs, après avoir célébré le credo européen pendant de longues années, les médias et bon nombre de dirigeants d'opinion ont eu envie d'autre chose.

Finies les célébrations, le temps est venu aux récriminations de plus en plus acerbes, de plus en plus virulentes. Au temps des célébrations, les vertus du marché, de la démocratie, de l'Union Européenne ont été grossies et exagérées. Au temps des récriminations, ce sont les défauts, les manquements qui sont exagérément grossis et mis en évidence. Les deux séries d'explications possibles, les démographiques et sociologiques d'un côté, et les explications médiatiques de l'autre, ne cessent en outre de se renforcer et de se nourrir.

Enfin il faut épingler un certain nombre d'éléments politiques. Je m'attarderai sur deux d'entre eux : la montée du populisme qui équivaut à une sorte de démission des dirigeants; et le réveil des anciens adversaires du capitalisme de marché, tant à gauche qu'à droite.

Commençons avec le populisme.

Alexis de Toqueville, un des pères fondateurs du libéralisme politique moderne, et auteur d'un ouvrage que nous devrions tous relire «De la Démocratie en Amérique», avait prévu et prédit que le populisme risquait de devenir un des avatars les plus pernicioeux de la démocratie.

Qu'est-ce que le populisme? Pour les dirigeants politiques, pour les élus, c'est la tentation d'abdiquer la responsabilité d'ouvrir la voie, de montrer et d'expliquer les enjeux et d'indiquer les possibilités de solution. Pour les électeurs, c'est la tentation de refuser tout compromis, de n'avancer que leurs propres vues, et de ne suivre que ceux et celles qui leur donnent inconditionnellement raison, en tout et pour tout.

Comme le disait récemment un vétéran de la politique belge, l'élu populiste dit au fond à ses électeurs: «je vous ai compris, vous avez raison, je vous suis, je suis derrière vous.»

Le politicien populiste renonce en fait à être un dirigeant, il (ou elle) est un suiveur, qui concentre tous ses efforts à coller au plus près aux préjugés, aux soucis, aux craintes et aux espoirs de ses électeurs même s'il sait que ces craintes sont infondées et que ces espoirs sont insensés. Le politicien populiste se laisse conduire par les sondages d'opinion, et s'efforce d'épouser au plus près les émotions de ses électeurs. Le politicien populiste renonce, en d'autres termes, à incarner la vérité telle qu'elle lui apparaît. Le politicien populiste devient l'instrument de ses électeurs au prix de son propre libre arbitre.

Si l'Union Européenne est actuellement en crise, c'est parce que la plupart des dirigeants nationaux préfèrent épouser les émotions de leurs électeurs nationaux plutôt que de défendre de façon résolue et robuste cette Union qu'ils ont eux-mêmes construite. Aux Pays-Bas comme en France, la toute grande majorité des dirigeants nationaux ont préféré épouser les émotions de leurs électeurs plutôt que de prendre la défense du Traité Constitutionnel qu'ils avaient cependant eux-mêmes négocié.

En France, Daniel Cohn-Bendit, que personne ne soupçonne d'être un suppôt du capitalisme de marché, a été un des très rares responsables politiques à prendre résolument la défense du Traité Constitutionnel. Aux Pays-Bas, rien de tel ne s'est produit. Les médias ont également abdiqué toute responsabilité en se contentant de mettre en présence à chaque fois un tenant du Oui à un tenant du Non comme si les deux positions étaient également valables et comme si le Oui et le Non étaient en fin de compte indifférents et interchangeable.

Ce que font la plupart des dirigeants politiques actuels à l'égard de l'Union, c'est rejoindre les sceptiques dans leur opposition aux institutions européennes. Ce faisant, ils font l'impasse sur le fait qu'aucune décision européenne ne se prend sans leur accord et leur coopération. En d'autres termes, ils cachent systématiquement à leurs électeurs le rôle qu'ils jouent dans les institutions européennes.

En termes clairs, ils leur mentent. Les électeurs et électrices, qui sont pour la plupart des citoyennes et citoyens intelligents, le sentent et se méfient d'autant plus, non seulement de leurs dirigeants, mais des institutions européennes qui risquent d'être les premières victimes de cette supercherie populiste.

Libéralisme et populisme devraient en principe être totalement incompatibles. L'attitude libérale consiste en effet à faire appel à la dignité de chaque être humain, à s'adresser à ce qu'il ou elle a de meilleur en lui ou en elle. L'attitude libérale devrait consister à s'adresser à la raison, à l'intelligence, aux ressources et à la créativité de chaque personne, plutôt que de la conforter dans ses craintes, ses angoisses, ses anxiétés.

L'attitude libérale ne nie ni ne ridiculise les craintes et les angoisses des citoyens, elle les transcende; elle puise dans l'histoire ancienne et récente de l'humanité sa foi en la résilience des femmes et des hommes ; elle démontre par son propre exemple que tous les espoirs demeurent permis, que rien n'est perdu, bien au contraire.

L'attitude populiste est à l'exact opposé de l'attitude libérale. L'attitude populiste qui ne vit que pour le court terme conforte les citoyens dans leurs craintes et angoisses. Elle leur dit qu'ils ont toutes les raisons d'être inquiets, que les choses ne peuvent qu'empirer, qu'il n'y a pas d'espoir d'amélioration, qu'en bref, il n'y a pas d'avenir qui vaille. Ce n'est évidemment pas comme cela qu'on construit l'avenir. Le populisme, en d'autres termes porte en lui tous les germes de la défaite, mais à quel prix ?

Je l'ai dit avant mon élection à la présidence des libéraux européens, l'Union européenne est une construction politique et aucune construction politique n'est irréversible. Il n'est donc pas du tout inconcevable que l'Union succombe sous les attaques populistes et les attaques des adversaires du capitalisme de marché.

Les adversaires du capitalisme de marché se sont réveillés à l'orée du vingt et unième siècle. On pouvait les croire défaits à tout jamais après l'effondrement du mur de Berlin, mais on s'est trompé.

L'avancée irrésistible de la globalisation leur a fourni ce qui leur avait fait défaut si cruellement pendant les années 1990, un ennemi de choix.

Comme ennemi de choix, il faut le reconnaître, il est difficile de faire mieux que la globalisation.

Phénomène insaisissable, anonyme, sans visage, sans identité claire, mais irrésistible, la globalisation est l'adversaire idéal.

L'Internationale Libérale a tenté d'en faire l'analyse et a avancé dès 1999 que la globalisation consiste en fait en la conjonction de l'essor renouvelé du commerce mondial qui a dépassé les volumes qu'il connaissait juste avant la première – j'ai bien dit la première – guerre mondiale et le développement irrésistible de l'informatisation et de la télécommunication qui pour la première fois dans l'histoire de l'humanité permet aux humains de la planète entière d'être en permanence en contact les uns avec les autres en temps réel et de façon permanente.

S'y ajoutent les avancées mondiales de la démocratie et l'effondrement de la plupart des systèmes politiques autoritaires.

La globalisation, c'est la conjonction de ces éléments-là. Elle n'a pas de chef(s), ni de quartier général, personne ne la dirige, personne ne la manipule. Comme je le disais, elle n'a ni visage particulier, ni voix précise: elle est donc l'adversaire idéal pour les orphelins du grand soir, les laissés pour compte de ce que François Furet a appelé la Grande Illusion. L'illusion, telle qu'analysée par Furet dans son ouvrage magistral (2), consiste à faire croire qu'il serait possible de rendre libre l'humanité en la soumettant d'abord à une égale frugalité et sujétion. Cela a été tenté à plusieurs reprises, en Union Soviétique, en Chine Populaire, au Vietnam, au Cambodge, cela n'a jamais marché. Toutes ces expériences ont fait des millions de morts et de victimes, mais qu'à cela ne tienne, certains ne renonceront jamais à leur foi en la grande illusion.

Ils ont donc repris du poil de la bête et ont choisi comme cibles de choix l'OCDE, le Forum de Davos, les conférences ministérielles de l'OMC, les réunions du G8 et celles du Conseil Européen. Ils se disent les porte-voix du Tiers Monde et sont parvenus à réunir à plusieurs reprises à peu près tout ce que le monde d'aujourd'hui compte d'opposants aux ordres établis.

Le libéralisme économique et le capitalisme de marché sont leurs adversaires de choix, le premier étant de loin leur cible favorite.

Au-delà du choix des cibles, ils ne sont d'accord sur à peu près rien, mais cela ne semble avoir aucune importance pour ceux et celles qui choisissent de rejoindre leur camp.

Aujourd'hui dans certains milieux, médiatiques entre autres, cela fait bien d'être du côté de Porto Allegre plutôt que du côté de Davos. Moi, je n'ai été ni à Porto Allegre ni à Davos, parce que je m'occupe de politique et non de spectacle.

Toujours est-il que ces mêmes milieux ont trouvé une nouvelle cible de choix dans les référendums sur le Traité Constitutionnel, et qu'ils s'en prennent à l'Union Européenne elle-même qui, à leurs yeux, incarne tous les maux.

La démission populiste de bon nombre de nos dirigeants politiques nationaux, jointe à l'engouement médiatique pour les mouvements soi-disant alter-mondialistes, fait que nous, libéraux politiques et militants européens, nous trouvons dans une situation difficile.

Devenir à notre tour un peu populistes et un peu alter-mondialistes n'est pas une solution, bien au contraire.

Cela consisterait en effet à nier tout ce pour quoi nous avons oeuvré depuis le milieu du vingtième siècle.

Nous devons être les premiers à nous réapproprier la construction européenne, à en revendiquer haut et fort la parenté, à expliquer pourquoi nous l'avons faite et ce qu'elle a apporté, non seulement à nous, mais à tous les citoyens européens.

Nous devons la refaire nôtre, la revendiquer haut et fort, et attaquer tous ceux qui aujourd'hui choisissent de nier ce qu'elle a apporté aux citoyens tant de la vieille Europe que de la nouvelle.

Nous devons mettre au défi nos adversaires, tant de gauche que de droite, de faire mieux, d'offrir mieux.

Par dessus tout, il nous faut puiser aux sources du libéralisme politique, philosophique et éthique pour montrer la voie aux jeunes, pour persuader les jeunes femmes et les jeunes hommes d'aujourd'hui que tout demeure possible à qui croit en soi, à qui se sait soutenu(e) par ses anciens, par ceux qui l'ont devancé(e) et qui ont ouvert les voies vers l'avenir.

Nous sommes les porteurs d'une idéologie de l'espoir, d'une idéologie imprégnée d'humanisme, de générosité. Nous n'avons pas le droit d'hésiter, de nous désister quel que soient les courants auxquels nous nous trouvons opposés. Pourvu que nous continuions à nous abreuver à nos sources, nous gagnerons, pour le libéralisme et pour l'Union européenne.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Annemie Neyts-Uyttebroeck
Président de l'ELDR
Ancien Président de l'Internationale Libérale
Ministre d'Etat de la Belgique
Membre du Parlement Européen

(1) dans une interview publiée par Le Monde², le 27 août 2005.

(2) Alexis de Tocqueville «De la Démocratie en Amérique» in Œuvres Complètes, I,2, Hors Série Connaissance (1992), Gallimard.

(3) François Furet «Le Passé d'une Illusion. Essai sur l'idée communiste au xxe siècle» Editions Robert Laffont, Paris, 1995.